



AEP/HB  
N° 2019/10

République Française

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
YVELINES

MAIRIE DU VESINET

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE TEMPORAIRE

**REGLEMENTANT, A TITRE TEMPORAIRE, LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT  
DES VEHICULES SUR LES VOIES COMMUNALES DU VESINET**

**Le Maire** de la Ville du VESINET,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2212.1,

**Vu** le Code de la Route et notamment l'article R.417-10,

**Vu** l'arrêté de M. le Maire n°2018/116 du 19 décembre 2018 donnant délégation à Monsieur Jean-Michel JONCHERAY, Conseiller municipal, en charge de la Sécurité, de la Circulation, du Stationnement, du Développement économique et de l'Emploi,

**CONSIDERANT la nécessité d'entreprendre des travaux de maintenance des équipements de la vidéo-protection, par l'entreprise ENGIE INEO (Parc du Levant - 333 rue Marguerite Perey – 77127 LIEUSAINT), pour le compte de la Ville du Vésinet,**

Des restrictions temporaires de circulation et de stationnement doivent être prises, afin d'assurer la sécurité des usagers,

**ARRETE :**

Article 1 :

**Du mercredi 16 janvier 2019 au mardi 31 décembre 2019 inclus**, en fonction des contraintes de sécurité du chantier :

- 1) la circulation des véhicules s'effectuera sur une seule voie, au droit de l'intervention ou, en cas d'impossibilité, interdite dans le tronçon de voie concernée. Le passage des véhicules des riverains, des bennes de collecte des déchets, des bus et des véhicules de secours sera assuré ;
- 2) le stationnement des véhicules sera interdit et déclaré gênant, de part et d'autre de la chaussée sur 50m en amont et en aval du véhicule d'intervention, au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- 3) **la vitesse sera limitée à 30km/h**, au droit des travaux.

Article 2 :

Cette autorisation est valable uniquement pour les interventions ponctuelles, d'une durée maximale de 48h. Les travaux dont la durée est supérieure à deux jours, générant une perturbation importante de la circulation et du stationnement, devront faire l'objet d'un arrêté de voirie spécifique.

Article 3 :

L'entreprise exécutant les travaux devra :

- mettre en place, en accord avec les services municipaux, la signalisation nécessaire correspondant aux dispositions du présent arrêté,
- assurer la libre circulation des piétons en toute sécurité et prendre, à cet effet, les mesures qui conviennent,
- assurer l'accès des riverains à leur propriété.

L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de la signalisation qui devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Article 4 :

M. le Commandant de Police, M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Fait au Vésinet, le 14 janvier 2019,



Le Conseiller municipal, par délégation,  
en charge de la Sécurité, de la Circulation, du stationnement,  
du Développement économique et de l'Emploi,

**Jean-Michel JONCHERAY**